

Unia Zentralsekretariat
Abteilung Vertrags- und
Interessengruppenpolitik

Weltpoststrasse 20
CH-3000 Bern 15
T +41 31 350 21 11
F +41 31 350 22 11
<http://www.unia.ch>



Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.

INFO ECONOMIQUE

III /2015

20/10/2015

D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

Résumé : La conjoncture mondiale a continué de s'améliorer au cours des derniers mois. Le PIB est en croissance aux Etats-Unis mais aussi dans l'UE. Plus aucun pays de l'UE n'affiche une croissance négative. Cette amélioration se retrouve également dans les statistiques du chômage et celles concernant l'utilisation des capacités de production : le premier baisse et les secondes sont en hausse. La Suisse, par contre, est l'un des seuls pays industrialisés où le chômage augmente, et ce en raison de la toujours très forte surévaluation du franc depuis l'abandon du taux plancher par la Banque nationale suisse. La force du franc pénalise l'exportation, mais aussi l'activité touristique en Suisse. Quant aux secteurs de l'économie intérieure, un franc trop fort pèse sur les activités de commerce de détail en stimulant à nouveau un tourisme d'achats à l'étranger déjà élevé. Dans la construction, les indicateurs ont plutôt été orientés à la baisse, depuis un certain temps déjà et indépendamment des variations du franc. Ils continuent cependant à évoluer à un haut niveau en comparaison historique. La situation devrait, cependant, se stabiliser au cours des prochains mois.

Information économique III/2015

1. Chômage en hausse à cause du franc surévalué.....	3
1.1. L'UE et les Etats-Unis toujours sur la voie du redressement.....	3
1.2. Ne pas surestimer l'impact direct de la Chine sur la conjoncture suisse	5
1.3. La Suisse, un des rares pays où le chômage augmente.....	6
1.4. Si le franc ne s'affaiblit pas, le chômage continuera de croître et le renchérissement sera négatif	7
2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives	10
2.1. Marché des affaires dans l'industrie manufacturière	10
2.2. Évolution des exportations de marchandises	11
2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration	15
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur.....	18
3.1. Le commerce de détail	18
3.2. Le secteur de la construction	19

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

1. Chômage en hausse à cause du franc surévalué

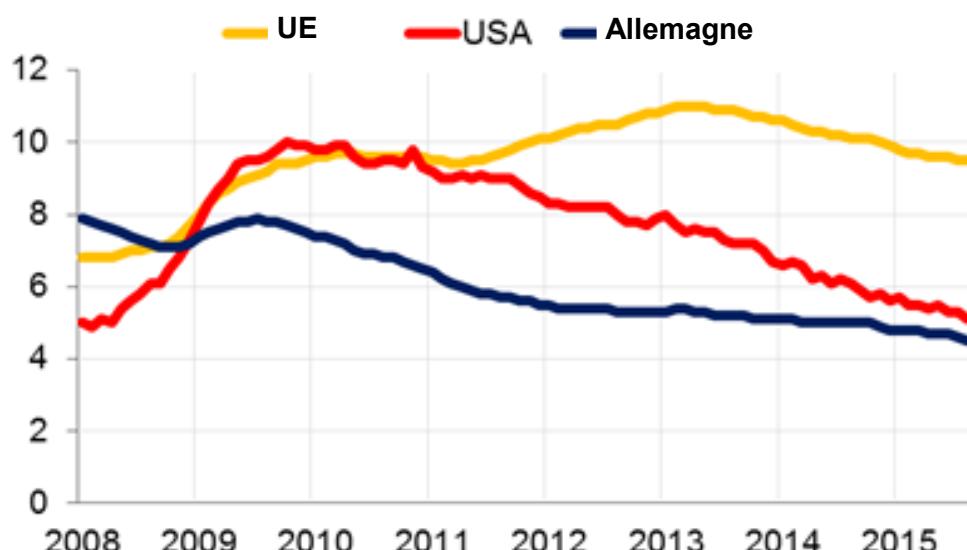
1.1. L'UE et les Etats-Unis toujours sur la voie du redressement

La conjoncture mondiale a poursuivi son redressement ces derniers mois. Le produit intérieur brut (PIB) de l'UE des 28 a ainsi progressé de 1,9% par rapport à l'année précédente au 2ème trimestre 2015. L'élément positif, c'est que plus aucun Etat de l'UE n'est en récession. La lanterne rouge revient à la Finlande où le PIB stagne. L'Italie et la France ont au moins une faible croissance (0,7% et 1,0% respectivement). Le PIB allemand a quant-à-lui augmenté de 1,6%. Aux Etats-Unis, la croissance se poursuit à des taux nettement supérieurs à 2% (2,7% au 2e trimestre 2015).

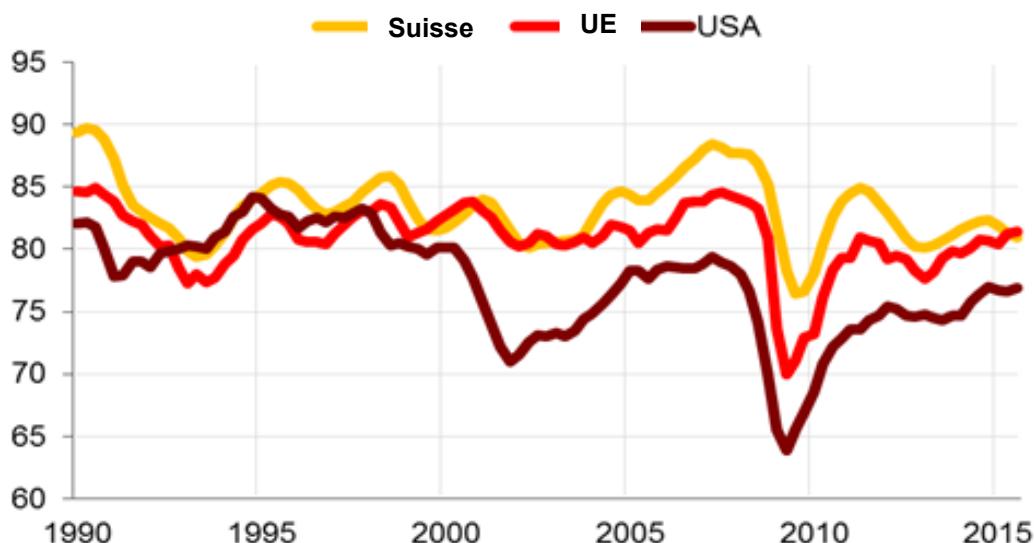
L'évolution du chômage ou le taux d'exploitation des capacités des entreprises témoignent de l'amélioration de la conjoncture. En effet, les entreprises embauchent davantage parce que la production augmente. Le chômage connaît une lente décrue dans l'UE. A part en Finlande et en France, le nombre désaisonnalisé de chômeurs a diminué dans l'ensemble des Etats membres. Les résultats de l'Allemagne sont impressionnantes avec un taux de chômage de 4,5%. Dans l'UE en général, le chômage persiste à un niveau élevé de 9,5% contre moins de 7% avant la crise financière (graphique 1.1.1.). La situation demeure préoccupante en Espagne (22,5%) et en Grèce (25% environ). La situation du marché du travail a aussi continué de s'améliorer aux Etats-Unis (5,1%).

L'augmentation de la demande de marchandises et de services permet aux entreprises de mieux exploiter leurs capacités (graphique 1.1.2). Dorénavant, le taux d'exploitation est à peu près dans la moyenne. Le taux d'exploitation plus faible aux Etats-Unis pourrait être lié pour une part non négligeable aux conditions météorologiques. Les entreprises semblent globalement prêtes à investir davantage, ce qui stabilise la conjoncture. En effet, qui dit plus d'investissements, dit plus de ventes pour les fabricants de biens d'investissement. De plus, la baisse du chômage est synonyme d'un accroissement du pouvoir d'achat qui dope la consommation privée et l'activité de construction.

Graphique 1.1.1 : Taux de chômage
(données désaisonnalisées, en pourcentage)



Graphique 1.1.2 : Exploitation des capacités dans l'industrie
(en pourcentage, données désaisonnalisées)



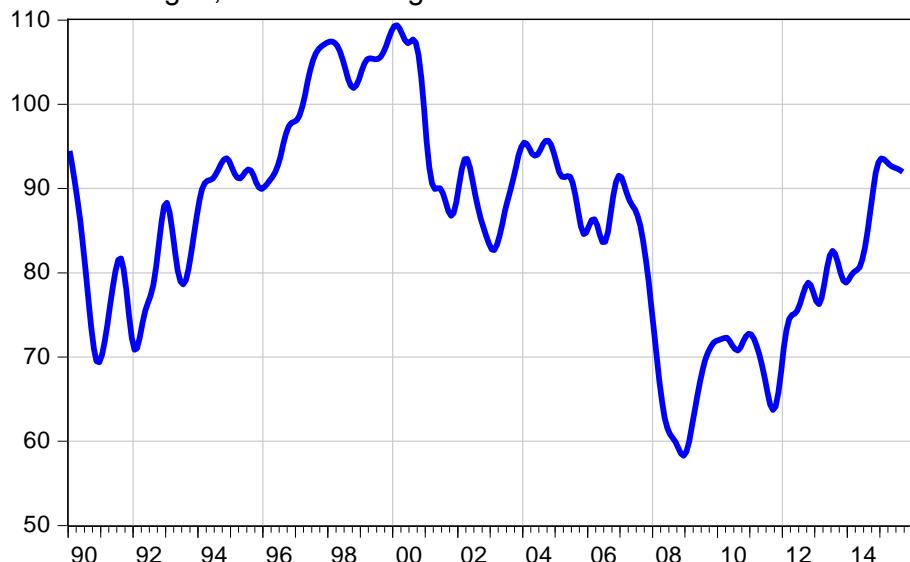
Le redressement économique devrait se poursuivre dans les mois à venir. Les valeurs de l'indicateur des acheteurs dépassent le seuil de 50, ce qui est synonyme de croissance du PIB (graphique 1.1.3). Si elle ne s'est pas encore améliorée ces derniers mois, la confiance des consommateurs, importante pour les Etats-Unis, est déjà nettement au-dessus du niveau antérieur à la crise (graphique 1.1.4). La baisse du chômage se traduit par plus de pouvoir d'achat. Avec l'augmentation de l'exploitation des capacités, les entreprises sont davantage prêtes à renouveler leur parc de machines, voire à l'élargir.

Les incertitudes apparues cet été dans la zone Euro (crise grecque) se sont en grande partie dissipées, ce qui ne signifie pas pour autant que les problèmes sont résolus. Seuls les problèmes aigus de refinancement en Grèce sont a priori résolus.

Graphique 1.1.3 : Indicateur des acheteurs PMI dans la zone Euro
(Valeurs de PMI supérieurs à 50 = expansion, GDP = croissance du PIB).



Graphique 1.1.4 : Confiance des consommateurs aux USA
 (Université de Michigan, données corrigées des variations saisonnières et aléatoires).



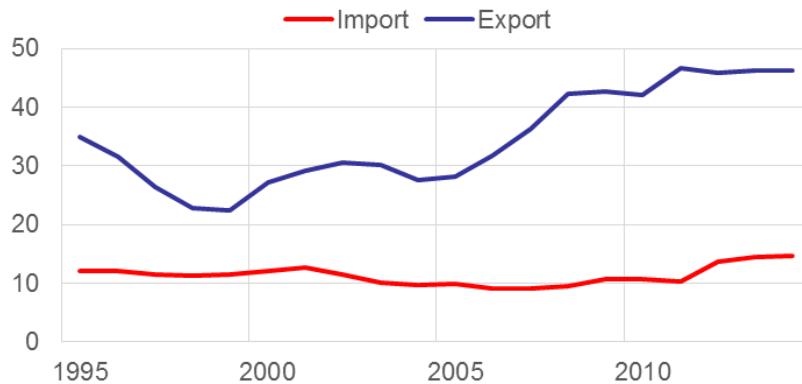
1.2. Ne pas surestimer l'impact direct de la Chine sur la conjoncture suisse

La Chine a fait les gros titres ces derniers temps. La conjoncture chinoise s'est en effet sensiblement ralentie. Cependant, comme la qualité des données dont nous disposons est douteuse, il est difficile de faire une analyse détaillée. D'après les statistiques chinoises officielles, le PIB de la Chine contribue désormais à hauteur de 13% à la valeur ajoutée brute mondiale (24% pour l'UE et 23% pour les Etats-Unis). C'est considérable. Il ne faut toutefois pas surestimer l'importance de la Chine pour l'économie suisse. Avec 4,2%, la part directe des exportations suisses (exception faite de l'or et des pierres précieuses), est relativement petite et l'impact direct des problèmes conjoncturels chinois sur la Suisse demeure par conséquent relativement modeste.¹ A l'examen par branches, les exportations suisses vers la Chine sont constitués à raison de 30% de produits de l'industrie MEM, de 25% de produits chimiques et pharmaceutiques et à environ 15% de produits horlogers.

A l'examen par branche, c'est l'industrie horlogère qui est la plus exposée. La Chine représente en effet quelque 6% des exportations horlogères suisses. Comme le marché chinois est étroitement lié aux débouchés à Hong Kong, les 16% d'exportations vers Hong Kong doivent être prises en compte. Dans l'industrie MEM, la Chine absorbe environ 6% des exportations sans tenir compte des liens indirects par les sous-traitants automobiles allemands par exemple. Pour les exportations pharmaceutiques, en revanche, seuls 3% environ sont à destination de la Chine. Le "différentiel de qualité" des produits demeure considérable. 1kg de produits suisses exportés vers la Chine coûte plus de 45 francs tandis que 1kg de produits d'importation chinois est payé environ 15 francs en moyenne (graphique 1.2.1)

¹ En y ajoutant Hong Kong, on en arriverait à 7,5% environ de nos exportations.

Graphique 1.2.1 :
Preis pro Kilo importierter und exportierter Produkte

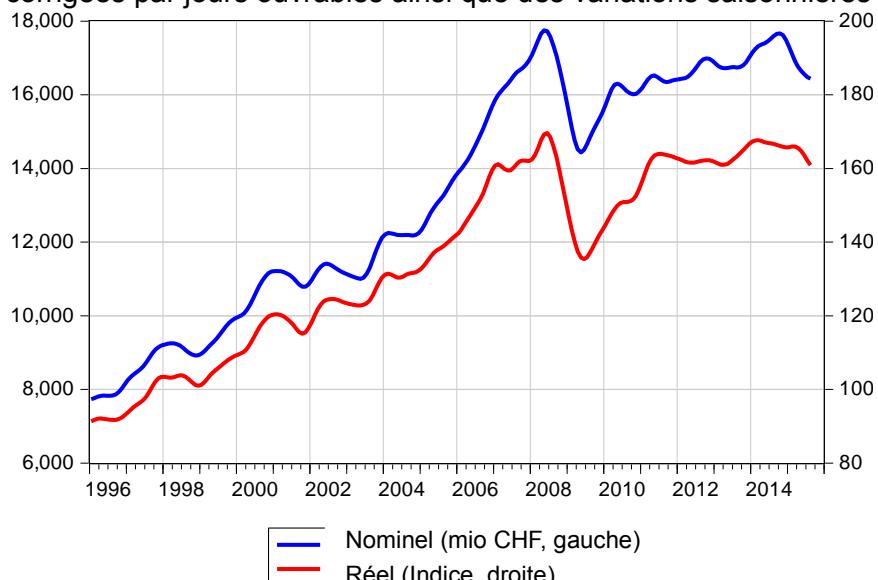


1.3. La Suisse, un des rares pays où le chômage augmente

La Suisse fait malheureusement partie des rares pays industrialisés dont le chômage est en hausse. C'est le résultat de la forte appréciation du franc depuis l'abandon du taux plancher par la Banque nationale. Si l'évolution de l'économie intérieure demeure positive, l'industrie exportatrice, le tourisme mais aussi le commerce de détail dans les régions frontalières sont sous pression. Avec une cotation équitable du franc, l'économie exportatrice pourrait profiter du redressement des débouchés étrangers.

Les statistiques officielles présentent un tableau étonnamment positif de la conjoncture suisse. Selon l'évaluation du Seco, le PIB suisse a réalisé une croissance de 1.2% au 2ème trimestre 2015 par rapport à l'année précédente. Or un examen plus approfondi soulève des questions de taille. La valeur ajoutée de l'industrie aurait prétendument augmenté de 3,9%, ce qui contredit de nombreuses autres statistiques ou des sondages auprès des entreprises qui font état d'une évolution bien moins favorable. Les statistiques des exportations indiquent elles aussi un recul: Les exportations ont en effet baissé tant du point de vue nominal que du point de vue effectif (graphique 1.3.1).

Graphique 1.3.1 : Exportations
(en données corrigées par jours ouvrables ainsi que des variations saisonnières et aléatoires)



Depuis la mi-juillet, le franc s'est déprécié d'un peu moins de 1,05 à un peu moins de 1.10 CHF pour un euro. Ce phénomène devrait s'expliquer d'une part par une diminution des incertitudes internationales ("solution" en Grèce, entre autres) et d'autre part par les interventions sur le marché des devises et les taux d'intérêts négatifs de la BNS.

Pour l'économie réelle, cette évolution va dans le bon sens mais n'est pas encore suffisante. Elle donne tout au plus un petit ballon d'oxygène aux entreprises de l'industrie exportatrice, au tourisme et au commerce de détail dans les régions frontalières mais il ne faut pas en surestimer les effets. Le Franc demeure fortement surévalué. Le taux de change "équitable" entre le franc et l'euro se situerait au-dessus de 1.30 CHF pour un euro, comme l'indiquent des comparaisons de prix entre la Suisse et l'étranger mais aussi des sondages faits auprès des entreprises. Depuis l'abandon du taux plancher à la mi-janvier, le nombre des chômeurs enregistré a augmenté de près de 9000 personnes (en données désaisonnalisées). Les destructions d'emplois se poursuivent. Les perspectives de l'emploi dans les branches concernées demeurent négatives. Si cette évolution persiste, le nombre de chômeurs enregistrés frisera la barre des 160 000 en décembre, soit un taux de 3,7% (non désaisonnalisé). Le renchérissement est lui aussi fortement marqué par le franc surévalué. Les derniers taux de renchérissement ont été nettement négatifs (-1,4%). Si le franc ne se déprécie pas substantiellement ou si le prix du pétrole augmente les taux de renchérissement devraient être inférieurs à -1% d'ici à la fin de l'année.

L'évolution de l'emploi dans l'économie intérieure et l'économie d'exportation est très disparate. Dans l'industrie, le nombre des emplois a diminué de 2325 au premier semestre 2015 (par rapport au second semestre 2014). Les industries du métal et des équipements électriques ont été particulièrement impactées (-1668 et -699 emplois respectivement, soit -1,7% et -2,0%). L'évolution a également été négative dans le commerce (-1622 emplois, soit -0,3%) et dans l'hôtellerie-restauration (2433, soit -1,2%). Il y a par contre nettement plus d'emplois dans le secteur social et de la santé (+10634, soit +1,9%). La tendance a aussi été à la hausse dans la construction (+1539, soit +0,5%).

1.4. Si le franc ne s'affaiblit pas, le chômage continuera de croître et le renchérissement sera négatif

L'évolution future de l'économie suisse et plus particulièrement du chômage dépend dans une large mesure de l'évolution du taux de change. Comme le franc est nettement surévalué, il devrait en théorie se dévaluer sensiblement. L'histoire démontre toutefois que les cours des devises peuvent s'écartez longtemps des cours économiquement équitables. Avec une dévaluation sensible du franc, l'économie exportatrice serait rapidement entraînée par le mouvement de redressement mondial.

Les différents modèles de prévision de l'USS tablent sur une croissance du PIB de 0,6% en 2016. Un mouvement de ciseau entre l'économie intérieure et l'économie exportatrice se cache derrière. L'activité économique intérieure restera vivace, ne serait-ce que parce que la population s'accroît, les taux d'intérêts sont bas et parce qu'il y a plus de pouvoir d'achat grâce au faible cours du pétrole. L'économie exportatrice, par contre, ne sera pas sortie de l'auberge tant que le franc ne se dépréciera pas. L'aspect positif, c'est que la reprise économique à l'étranger atténue au moins en partie les difficultés de vente dues au taux de change.

La faible croissance du PIB ne suffit pas à créer suffisamment d'emplois pour préserver du chômage le nombre croissant de demandeurs d'emploi. La productivité augmente en moyenne d'un peu plus de 1,1% par an en Suisse. Si la croissance du PIB est plus faible que celle de la productivité, les entreprises auront besoin de moins de personnel (graphique 1.4.1) et le chômage augmen-

teria (1.4.2). Les scénarios de l'USS prévoient un taux de chômage de 3,3% en moyenne annuelle pour l'année en cours. Le renchérissement devrait être de l'ordre de -1,2% (tableau 1.4.1).

En raison de la situation imprévisible des changes, les prévisions pour l'année prochaine sont hypothéquées par des incertitudes particulières. Les scénarios de l'USS tablent sur une croissance du PIB de 0,6% en 2016. Le chômage augmentera. Il faut ainsi s'attendre à un taux de chômage de 3,6% en moyenne annuelle pour 2016. Le renchérissement restera négatif. L'USS table sur un taux de -0,5% pour l'année prochaine.

**Graphique 1.4.1 : Indice du produit intérieur brut
(Variation par rapport à l'année précédente)**



Graphique 1.4.2 : Indice du chômage
(Chômeurs inscrits, données désaisonnalisées)

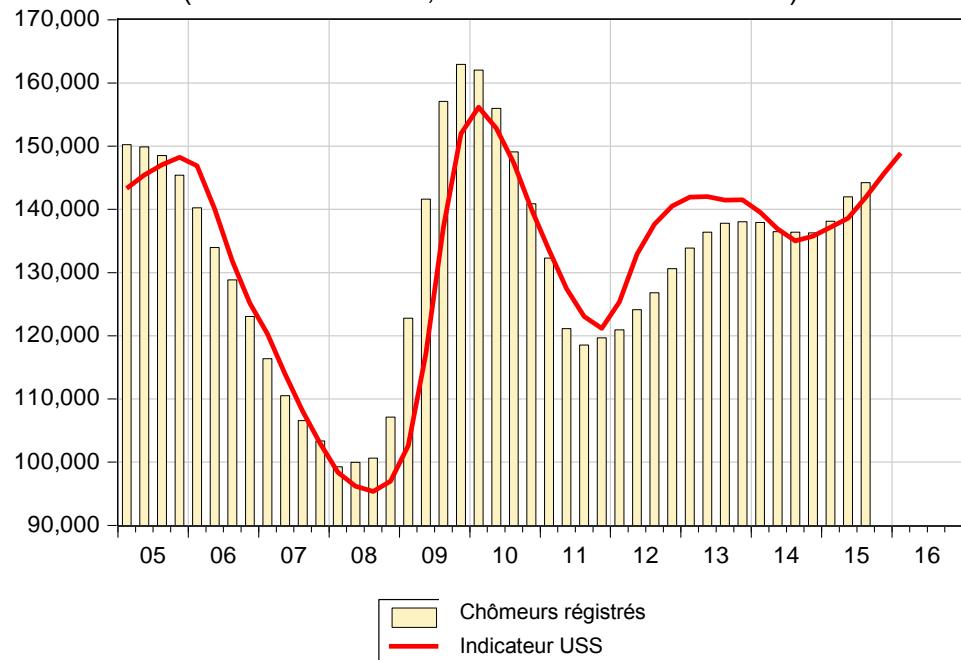


Tableau 1.4.1 Prévisions conjoncturelles choisies
(indications en pourcentages)

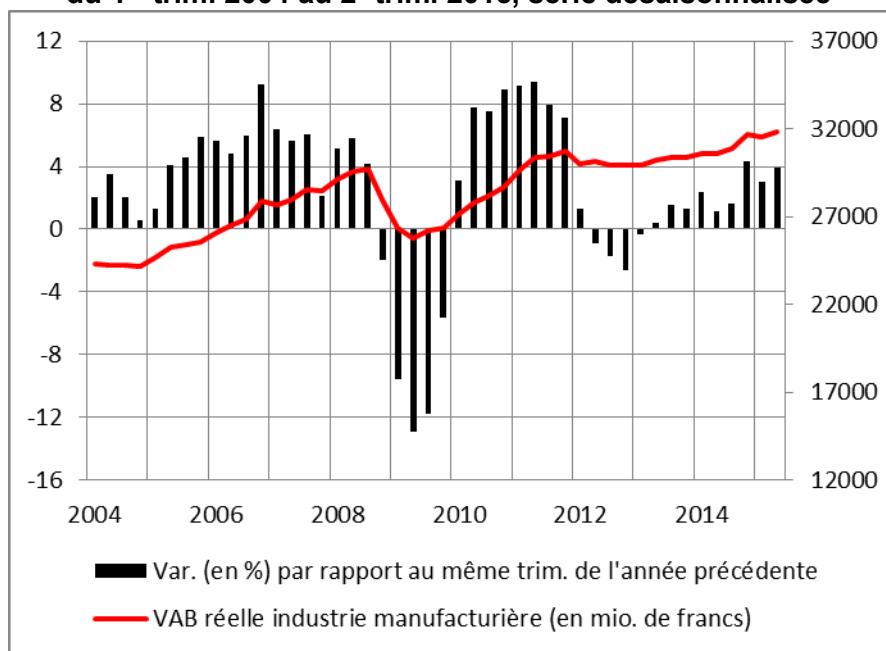
	USS		KOF		SECO		Suisse nationale suisse	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Croissance du PIB	0,6	1,5	0,4	1,4	0,9	1,5	Environ 1	-
Taux de chômage	3,3	3,6	3,3	3,6	3,3	3,6	-	-
Renchérissement	-1,2	-0,5	-1,1	-0,2	-1,1	0,1	-1,2	-0,5

2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives

2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière

Après les très bonnes performances qui ont accompagné la période 2004-2008, l'industrie manufacturière helvétique a très rapidement été rattrapée par la crise financière et économique. Il faudra attendre une année pour que la reprise se profile et qu'elle reparte sur une trajectoire orientée à la hausse. Comme le montre l'évolution de la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (Graphique 2.1.1), cette dernière dépassera le sommet atteint avant crise dès le deuxième trimestre 2011. Elle atteindra un nouveau « pic », en termes de valeur ajoutée, à fin 2011 pour montrer ensuite pendant deux ans une relative stagnation. Tout au long de l'année 2014, le trend est à nouveau haussier et l'industrie manufacturière helvétique connaît un nouveau sommet au dernier trimestre 2014. Observons que cette même valeur ajoutée s'affichait en recul au premier semestre (-0,4%), et ce par rapport au semestre précédent. Elle repart cependant à la hausse (+0,8%) au deuxième semestre 2015 pour atteindre un nouveau sommet absolu. Elle continue à évoluer à un niveau supérieur (+3,9%) à celui atteint une année auparavant. Ces statistiques montrent que, dans un contexte difficile – avec un franc toujours très fort –, l'industrie manufacturière prise globalement obtient encore de bons résultats. Le tableau est néanmoins plus mitigé lorsque nous mobilisons d'autres statistiques. Quelle est ainsi l'appréciation des managers de l'industrie quant aux perspectives futures ?

Graphique 2.1.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, industrie manufacturière, du 1^{er} trim. 2004 au 2^e trim. 2015, série désaisonnalisée

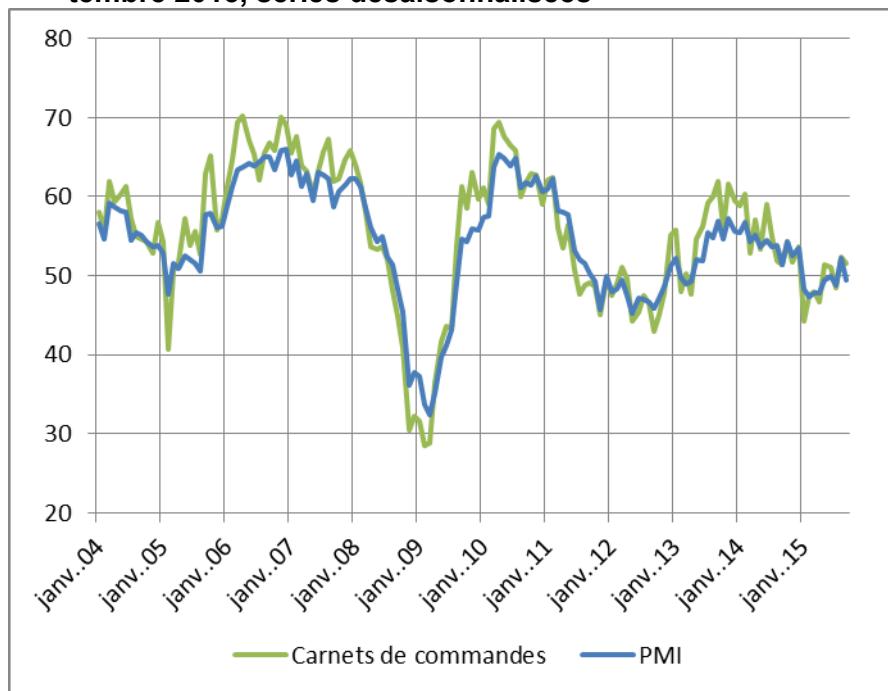


Source : SECO.

En septembre 2015, l'indice des directeurs d'achat (PMI) reculait de 2,7 points pour clôturer à 49,5 points et ainsi repasser juste en dessous du seuil de croissance, à 50 points (Graphique 2.1.2). Celui-ci avait néanmoins atteint son niveau le plus élevé en août depuis l'abolition du taux plancher liant le franc à l'euro à mi-janvier 2015 par la Banque nationale suisse. Quant à l'indice lié aux carnets de commandes, même en léger recul (-0,8 point) par rapport à août 2015 – celui-ci clôturait cependant toujours en dessus du seuil de croissance à 51,5 points. En bref, d'après ces dernières statistiques, les attentes des managers dans l'industrie sont mitigées : si les deux indicateurs sont en recul par rapport au mois précédent, les carnets de commandes, et bonne nouvelle, évoluent encore au-dessus du seuil de croissance. Moins bonne nouvelle, l'indice global – celui des direc-

teurs d'achat – est passé légèrement en dessous. Une analyse de l'évolution des exportations sur la période récente peut-elle nous en dire plus ? Les différentes branches exportatrices sont-elles toutes orientées à la baisse ? Ou certaines d'entre elles montrent-elles des signes de résistance ?

Graphique 2.1.2 : Indice PMI et indice des carnets de commandes, de janvier 2004 à septembre 2015, séries désaisonnalisées



Source : Procure.ch/CS.

2.2. Évolution des exportations de marchandises

Si nous nous arrêtons tout d'abord brièvement sur le poids des différentes branches industrielles exportatrices suisses, le poids qu'y occupe l'industrie chimique et pharmaceutique étonne. En effet, à elle seule, celle-ci représentait 41% des exportations totales de marchandises suisses en 2014 (Tableau 2.2.1). L'industrie des machines et de l'électronique qui suit, en deuxième position, ne pèse que 16%. L'horlogerie occupe la troisième position avec une part qui s'élève à 10,7%. Les instruments de précision et la métallurgie se placent au quatrième et cinquième rang avec des parts avoisinant, respectivement, 7% et 6%. Notons que si l'on additionne les trois branches que sont l'industrie des machines et de l'électronique, des instruments de précision ainsi que de la métallurgie et qui forment l'essentiel de l'industrie MEM, cette dernière obtient un poids très significatif, avec une part de presque 30% au total des exportations de marchandises suisses.

Tableau 2.2.1 : Exportations selon les branches, parts en mio. CHF et en %, 2014

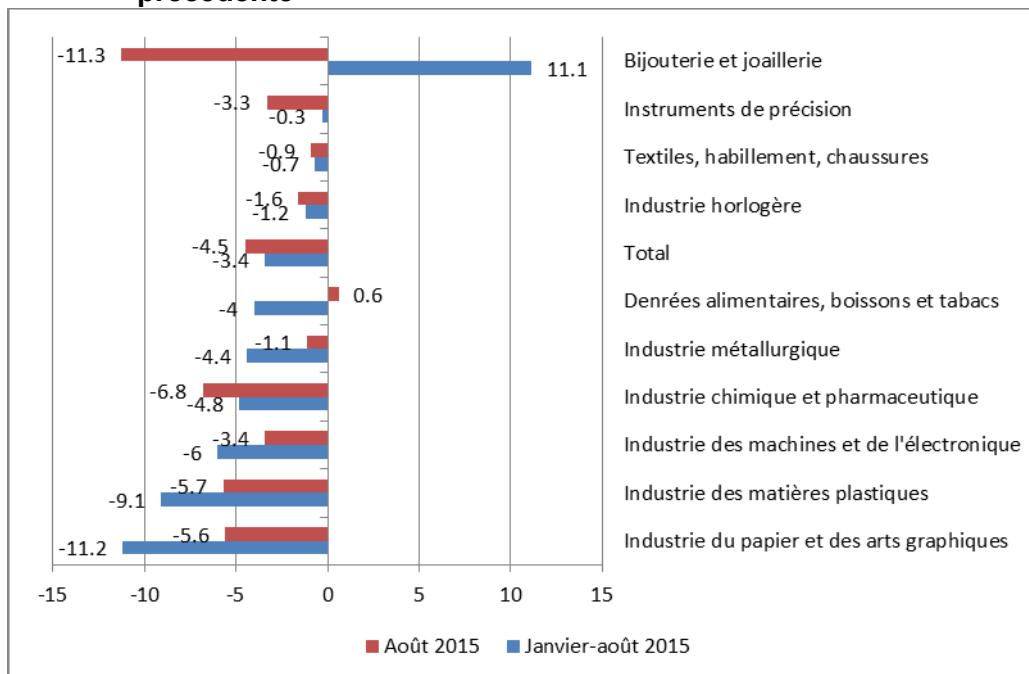
Branches	mio. de CHF	Part en %
<i>Industrie chimique et pharmaceutique</i>	85'322	41,0
<i>Machines et électronique</i>	33'345	16,0
<i>Horlogerie</i>	22'257	10,7
<i>Instruments de précision</i>	14'686	7,0
<i>Métallurgie</i>	12'481	6,0
<i>Denrées alimentaires, boissons et tabacs</i>	8'392	4,0
<i>Industrie des matières plastiques</i>	3'525	1,7
<i>Textiles, habillement, chaussures</i>	3'173	1,5
<i>Industrie du papier et des arts graphiques</i>	2'016	1,0
...
Exportations totales	208'342	100

Source : AFD.

Comment se sont comportées ces mêmes exportations en août 2015 ? Prises globalement, celles-ci se contractaient nominalement de 4,5%, et ce en comparaison avec le même mois de l'année précédente (Graphique 2.2.1). Toutes les branches exportatrices se sont repliées, à l'exception de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs (+0,6%). Notons que le mois d'août ayant compté un jour ouvrable de plus qu'en 2014, le tableau se noircit encore après correction du nombre de jours ouvrables : le recul, pour ces mêmes exportations prises globalement, s'élève à 8,3%.

Si l'on s'arrête maintenant sur une plus longue période, c'est-à-dire sur la période cumulant les mois de janvier à août 2015, les exportations suisses affichent une baisse nominale de 3,4%. A l'exception de la « Bijouterie et joaillerie » qui croît de 11,1%, toutes les branches sélectionnées dans notre graphique sont en recul. Les instruments de précision, le « Textile, habillement, chaussures » et l'horlogerie, avec des baisses, respectivement de 0,3% et 0,7% et 1,2% sont les branches qui résistent le mieux. L'industrie chimique et pharmaceutique affiche un recul de 4,8%. Celle de l'industrie du papier et des arts graphiques connaît la plus forte baisse sur l'ensemble de la période avec 11,2%.

Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en août 2015 et de janvier à août 2015, variations nominales (en %) par rapport à la même période de l'année précédente



Source : AFD.

Du point de vue géographique, l'Europe constitue toujours – et de loin – le principal débouché des exportations de marchandises helvétiques puisque 58% de celles-ci s'y dirigeaient en 2014 (Tableau 2.2.2). La part du continent européen est, néanmoins, en régression puisqu'elle était légèrement supérieur à 66% en 2006. Suivent l'Asie et l'Amérique, avec respectivement, des parts de 21,7% et 17,3% en 2014. Par pays, l'Allemagne occupe toujours la première place : sa part au total des exportations de marchandises atteignait les 18,5% en 2014. Les États-Unis, avec une part de 12,4%, sont en deuxième position. Viennent ensuite l'Italie, la France et le Royaume-Uni avec, respectivement, 7,2%, 6,6% et 4,8%. La Chine occupe le 6^{ème} rang en 2014 avec une part s'élevant à 4,2%.

Tableau 2.2.2 : Exportations par continents

Continent	2014 mio. de CHF	Part en %	
		2006	2014
Europe	120'751	66,3	58
Asie	45'271	16,7	21,7
Amérique	36'108	14,5	17,3
- Amérique du Nord	29'172	11,8	14
- Amérique latine	6'564	2,5	3,2
Afrique	3'687	1,5	1,8
Océanie	2'525	1,0	1,2
Total	208'342	100	100

Source : AFD.

Toujours sur la période allant de janvier à août 2015, et du point de vue des différents marchés d'exportation, comment les ventes ont-elles évolué ? Le tableau est contrasté. Les exportations

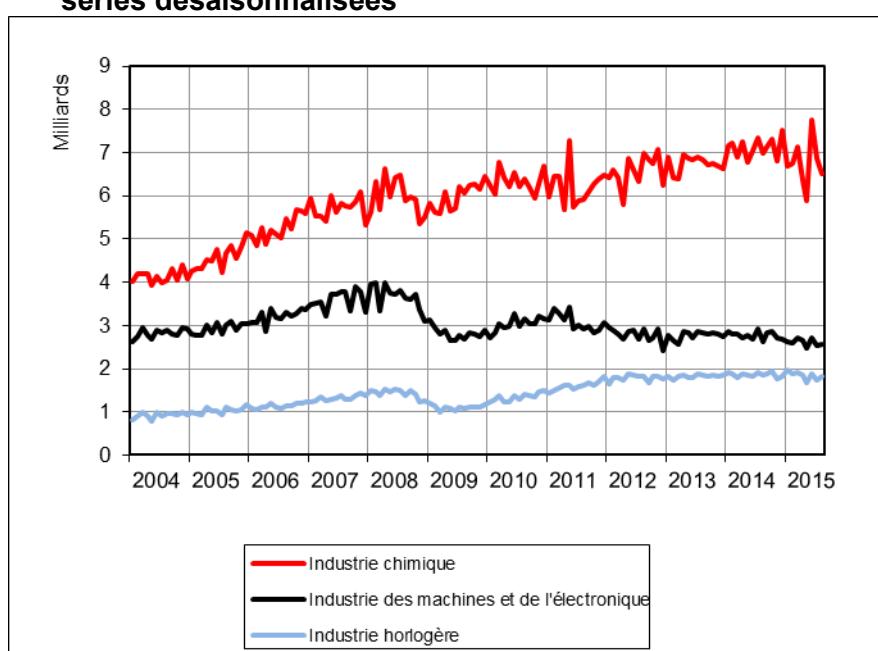
suisses de marchandises progressaient avant tout vers l'Amérique du Nord (+5,4%), et surtout les Etats-Unis (+6,2%). Les exportations vers l'UE plongeaient, par contre, de 6,3% sur les 8 premiers mois de l'année. Tous les principaux partenaires ont vu leur demande flétrir, à l'image de l'Allemagne (-8,3%) de la France (-6,5%) et de l'Italie (-7,9%). Notons que les ventes suisses progressaient hors zone euro (+6,1%), et ce principalement en raison d'une forte croissance vers le Royaume-Uni (+11,9%). Les exportations suisses reculaient légèrement vers l'Asie (-0,3%). Elles croissaient de 80% vers le Qatar mais reculaient de 3% en direction de la Chine. Elles connaissaient un léger repli vers l'Amérique latine (-0,8%) et un recul plus marqué en direction de l'Océanie (-4,1%) et de l'Afrique (-11,1%).

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – la chimie, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différencierées pour chacun d'eux. Ainsi, les exportations de l'industrie chimique et pharmaceutique – après s'être orientées sur une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire haussière et ce, jusqu'en mars 2010 où un premier pic est atteint (Graphique 3.3). Elles se sont par la suite maintenues à un niveau relativement élevé – malgré de fortes irrégularités dans leur évolution – pour atteindre un nouveau sommet en mai 2011. La barre des 7 milliards de francs d'exportation (en données désaisonnalisées) est franchie pour la première fois ! Après être très courtement reparties à la baisse, les exportations de l'industrie chimico-pharmaceutique se sont à nouveau positionnées sur un trend orienté à la hausse pour franchir à nouveau à plusieurs reprises la barre des 7 milliards, plus particulièrement en 2014. En décembre 2014, c'est la barre des 7,5 milliards qui est légèrement dépassée. En 2015, les exportations de la chimie-pharma évoluent globalement à des niveaux inférieurs aux sommets de 2014. Notons néanmoins qu'un sommet absolu est atteint en juin 2015, avec 7,75 milliards ! Quant à l'industrie horlogère, et si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre son dynamisme, ses exportations se sont affichées depuis lors sur un trend clairement haussier. Celles-ci ont d'ailleurs régulièrement dépassé en 2011 les niveaux mensuels record enregistrés avant-crise. Ainsi, depuis mars 2011, et en données désaisonnalisées, elles se situent la plupart du temps à un niveau plus élevé que le sommet, légèrement supérieur à 1,51 milliards de francs, atteint tant en avril qu'en juin 2008. Un nouveau record mensuel absolu a été atteint en janvier 2015, à 1,97 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). En ce début d'année 2015, les exportations horlogères se sont légèrement orientées à la baisse. Elles continuent néanmoins à évoluer à un très haut niveau en comparaison historique. Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite à la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais parvenue à retrouver les niveaux d'exportation obtenus avant-crise. En effet, celles-ci dépassait légèrement la barre des 3,4 milliards de francs en mai 2011, et ce alors qu'avant-crise, c'était parfois la barre des 4 milliards qui servait de référence. Depuis lors, la tendance est plutôt baissière et les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique oscillent sur la période récente clairement en dessous de la barre des 3 milliards de francs. Elles tombaient même à un niveau inférieur à 2,5 milliards en mai 2015. Elles équivalaient à un plus de 2,55 milliards de francs en août 2015.

Quelles sont les perspectives pour les différentes branches exportatrices ? Pour les branches traditionnelles, à l'instar de l'industrie MEM, de la métallurgie ou encore celle du papier et des arts graphiques, les temps à venir seront difficiles. Ces branches sont sensibles aux variations du taux de change et un franc très fort ne pourra que peser sur leurs exportations. D'autres branches, à l'instar de l'industrie horlogère ou de la pharma, sont nettement moins sensibles aux variations du franc – le prix jouant un rôle moins déterminants pour ces dernières. À cet égard, l'industrie horlogère, qui a retrouvé sa superbe dans l'après-crise, peut connaître un certain ralentissement. Elle devrait néanmoins continuer à exporter à des hauts niveaux. La force du franc n'est, en effet, pas un handicap pour une industrie qui évolue dans des produits haut, voire très haut-de-gamme – dans le hors prix – et qui, de plus, bénéficie d'une très bonne diversification internationale. Quant à l'industrie chimi-

co-pharmaceutique, dans sa composante « pharma », elle ne devrait pas être excessivement pénalisée par la force du franc. Un franc fort peut peser sur ses prix de vente, ses marges mais aussi réduire le chiffre d'affaires lorsque celui-ci est converti en francs suisses². L'industrie pharmaceutique fait, néanmoins, face à une demande relativement peu sensible. Ses revenus proviennent en grande partie des dépenses de santé et celles-ci sont difficilement compressibles. Sur le moyen-long terme, le risque est, par contre, de voir les grands groupes pharmaceutiques délocaliser les activités dans tous les domaines où le site suisse n'ajoute pas un avantage compétitif d'importance. Les sous-traitants helvétiques du domaine pourraient également connaître des difficultés: les grands groupes pharmaceutiques pouvant faire le choix de s'approvisionner à bon compte auprès de sous-traitants étrangers devenus moins chers... La force du franc pèse, par contre, plus directement sur l'industrie chimique traditionnelle et ses exportations.

Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, de janvier 2004 à août 2015, séries désaisonnalisées



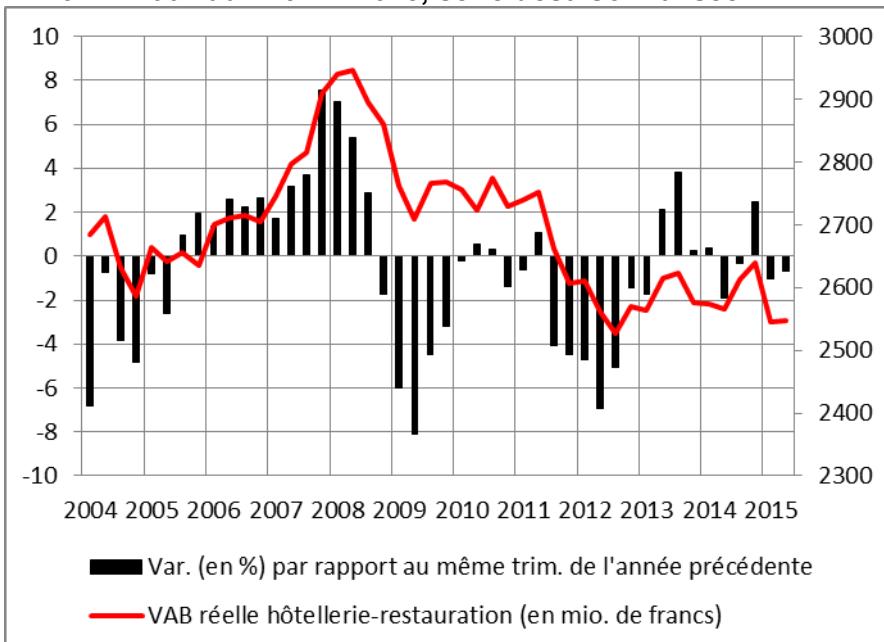
Source : AFD.

2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration

Après une période de croissance, de début 2005 à début 2008, l'hôtellerie-restauration est rattrapée par la crise. Sa valeur ajoutée s'affiche en baisse pendant une année. Si elle repart ensuite à la hausse, elle s'oriente à nouveau clairement à la baisse dans la deuxième moitié de 2011 et ce, alors que la branche n'avait pas encore retrouvé – même loin de là ! – les niveaux atteints juste avant-crise (Graphique 2.3.1). Observons qu'entre mi-2012 et fin 2014, la situation semblait s'être stabilisée et montrait même de sérieux signes d'amélioration. Or, dans un contexte plus difficile, marqué par l'abandon du taux plancher par la Banque nationale et l'appréciation conséquente du franc suisse, la valeur ajoutée dans l'hôtellerie-restauration s'affichait en baisse, au premier semestre 2015, de 3,5% par rapport au trimestre précédent. Au deuxième trimestre 2015, notons que celle-ci ne reculait plus mais stagnait par rapport au trimestre précédent.

² Dans ce dernier cas, c'est essentiellement un phénomène de conversion entre devises. Les ventes à l'étranger, comptabilisées en euros ou en dollars, ne diminuent pas. Néanmoins, lorsque le chiffre d'affaires est converti en francs suisses, celui-ci diminue du fait de l'appréciation de la valeur extérieure du franc. Beaucoup d'entreprises exportatrices suisses sont concernées par un tel phénomène.

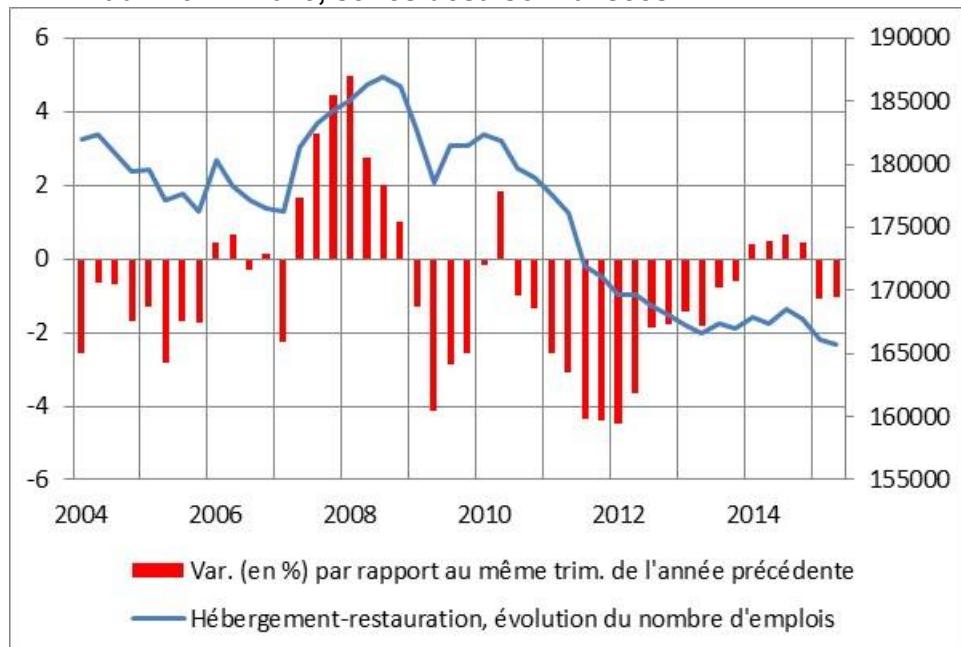
Graphique 2.3.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, hôtellerie-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 2^e trim. 2015, série désaisonnalisée



Source : SECO.

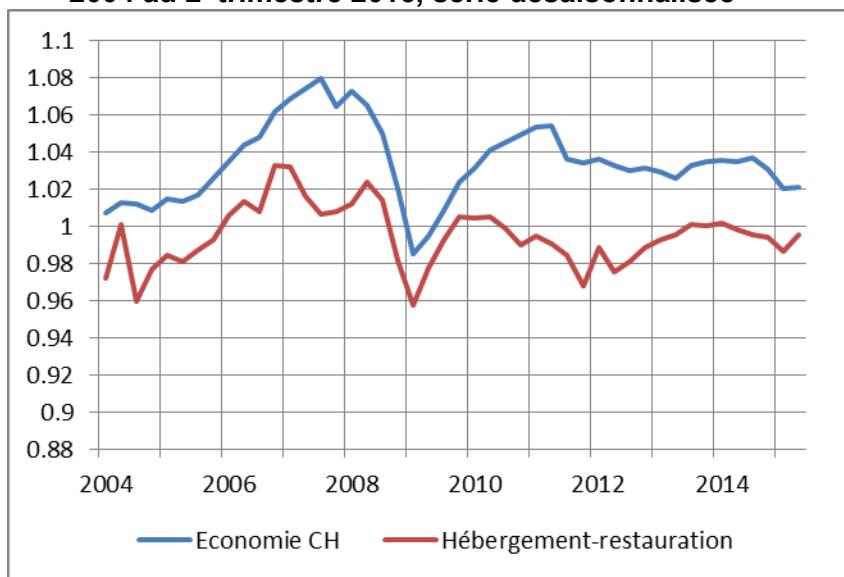
Quant à l'évolution de l'emploi dans la branche de l'hébergement-restauration, il a surtout été haussier de début 2007, et ce jusqu'au troisième trimestre 2008 (Graphique 2.3.2). À l'instar de la valeur ajoutée, l'emploi s'oriente à la baisse suite à la crise. Il repart à la hausse pendant une petite année. Néanmoins, et depuis le deuxième trimestre 2010, il est à nouveau clairement orienté à la baisse. Dès mi-2013, la situation montrait de légers signes d'amélioration. A fin 2014, l'emploi repart néanmoins à la baisse. Ainsi, après avoir occupé presque 187'000 personnes (en données désaisonnalisées et en équivalents plein temps) au troisième trimestre 2008, l'hôtellerie-restauration touche un point bas pour la période sous-analyse en occupant un peu plus de 165'600 personnes au deuxième trimestre 2015. Que nous dit, à ce propos, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS pour la branche de l'hébergement-restauration ? Celui-ci n'avait été supérieur à 1 (ce qui indique une potentielle augmentation de l'emploi au trimestre suivant) que sur deux périodes : de début 2006 jusqu'au troisième trimestre 2008 ainsi que sur une petite année entre fin 2009 et mi-2010 (Graphique 2.3.3). Dans la deuxième moitié de l'année 2010, il repart à la baisse et se situe à un niveau inférieur à 1, indiquant – de trimestre en trimestre – une potentielle diminution de l'emploi. Notons néanmoins qu'à partir de mi-2012, il s'oriente à nouveau à la hausse pour dépasser à nouveau, très légèrement, la barre de 1 entre fin 2013 et début 2014. Depuis lors, il évolue à nouveau à un niveau inférieur à 1, mais en se montrant haussier sur la période très récente, ce qui indique une moindre décroissance de l'emploi pour le trimestre à venir.

Graphique 2.3.2 : Évolution de l'emploi (EPT), hébergement-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 2^e trim. 2015, séries désaisonnalisées



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Graphique 2.3.3 : Indicateurs des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS, 1^{er} trimestre 2004 au 2^e trimestre 2015, série désaisonnalisée



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

La situation semblait quelque peu stabilisée dans la branche de l'hôtellerie-restauration en 2014 et montrait même certains signes d'amélioration. Or, avec l'abandon du taux plancher par la Banque nationale et la nouvelle force du franc, les temps sont à nouveau difficiles pour la branche touristique suisse. En effet, un franc suisse toujours très fort va continuer à décourager les visiteurs européens à passer leurs vacances en Suisse. A ce jeu, ce sont surtout les régions touristiques de villégiature qui vont souffrir. Les régions urbaines où le tourisme d'affaires est plus prédominant devraient mieux s'en sortir. Quant à la population résidante en Suisse, la force du franc ne peut que l'encourager à opter pour des vacances à l'étranger...

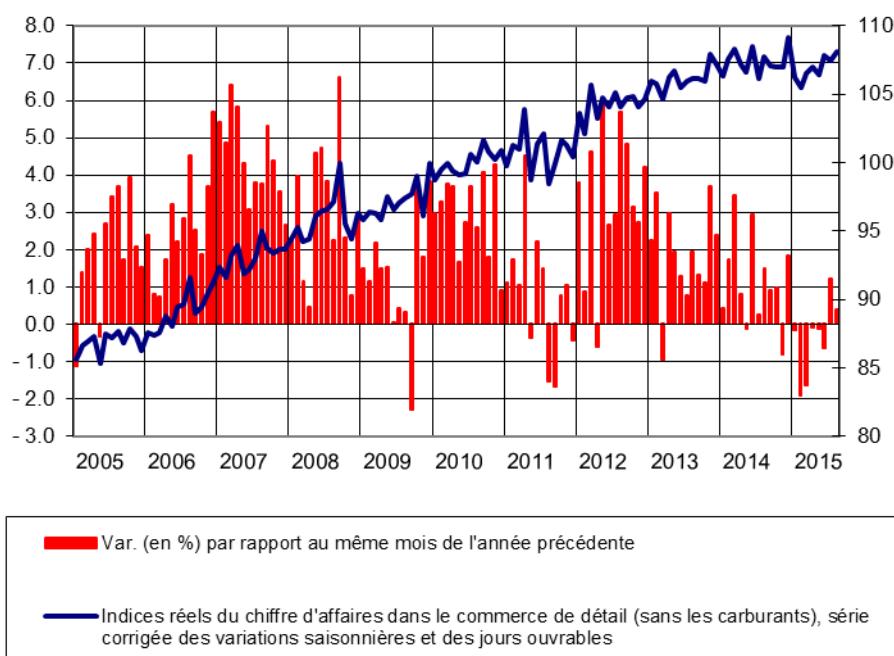
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur

Sur le front de la demande intérieure, la branche du commerce de détail souffre du tourisme d'achats à l'étranger. Son chiffre d'affaires nominal connaîtra très certainement une croissance négative en 2015. Le chiffre d'affaires réel reculera également, mais plus modestement. Dans la construction, les indicateurs ont plutôt été orientés à la baisse, et depuis un certain temps déjà. Ils continuent cependant à évoluer à un haut niveau en comparaison historique. La situation devrait, cependant, se stabiliser au cours des prochains mois.

3.1. Le commerce de détail

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre, depuis 2005, un indice réel tendanciellement haussier (Graphique 3.1.1). Un sommet absolu a été atteint en décembre 2014. Observons qu'après être reparti clairement à la baisse début 2015, ce même indice est depuis lors à nouveau orienté à la hausse. En août 2015, il se situe à un niveau légèrement supérieur au niveau atteint une année auparavant (+0,4%) et est également légèrement en hausse (+0,6%) par rapport au trimestre précédent.

Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à août 2015



Source : OFS.

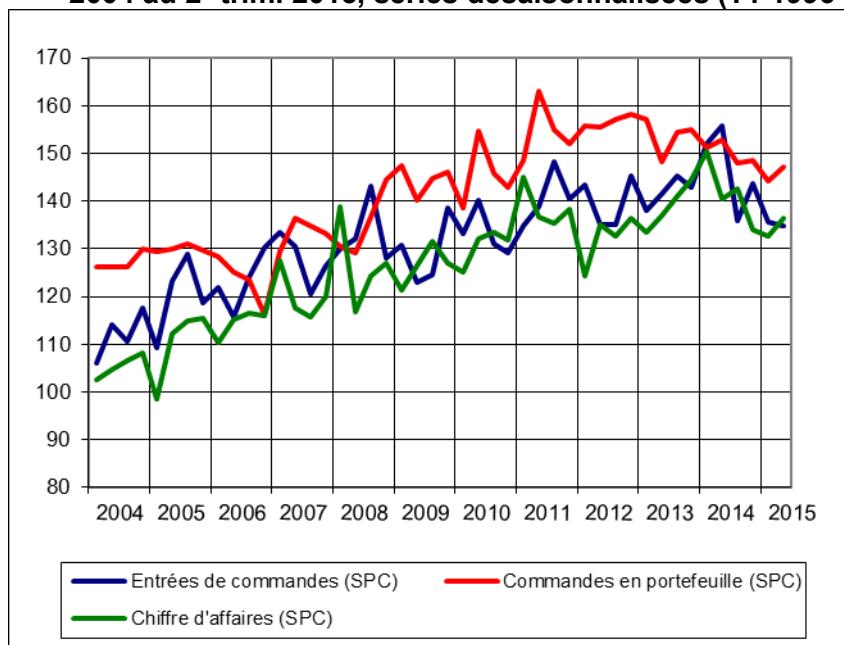
Depuis 2011, les activités dans le commerce de détail ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achats à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir dans la période à venir. Avec l'abandon du taux plancher par la Banque nationale, le tourisme d'achats – déjà à des niveaux élevés – a à nouveau pris l'ascenseur au début de l'année 2015. Un solde migratoire qui restera, très certainement fortement positif en 2015 – même en léger retrait par rapport à 2014 – continuera néanmoins à soutenir la marche des affaires dans le commerce de détail. En bref, si les perspectives se sont assombries et que le chiffre d'affaire nominal dans le commerce de détail devrait connaître un certain recul en 2015, le chiffre d'affaires réel ne devrait, quant à lui, que reculer légèrement. Observons cependant que si, à moyen terme, certains secteurs importants du pays (industrie d'exportation, tourisme) devaient être mis en difficulté par la force du franc et qu'un chô-

mage conséquent devait en découler, la dynamique du marché intérieur (et donc du secteur du commerce de détail) ne pourrait que s'en trouver également affectée.

3.2. Le secteur de la construction

Les affaires connaissent un certain tassement dans le secteur principal de la construction. Une analyse en données désaisonnalisées du chiffre d'affaires et des commandes dans le secteur principal de la construction (SPC) montre que la tendance a été globalement haussière depuis 2004, que ce soit au niveau du chiffre d'affaires, des entrées de commandes ou encore des commandes en portefeuille (Graphique 3.2.1). Si l'indice lié aux commandes en portefeuilles avait déjà atteint un sommet absolu au deuxième trimestre 2011, l'indice lié au chiffre d'affaire et celui lié aux entrées de commandes ont très certainement atteint un sommet absolu dans la première moitié de l'année 2014. Depuis lors, l'orientation prise est baissière. Observons néanmoins que l'indice lié au chiffre d'affaires et celui lié aux commandes en portefeuille sont à nouveau orienté à la hausse au deuxième trimestre 2015. De plus, et en comparaison historique, ils évoluent toujours à des hauts niveaux, plutôt proches des niveaux atteints en 2010. En bref, les indices dans le secteur principal de la construction montrent certains signes d'essoufflement sur la période récente. Quant est-il de l'emploi dans la construction ? Celui-ci s'affiche-t-il toujours en croissance ?

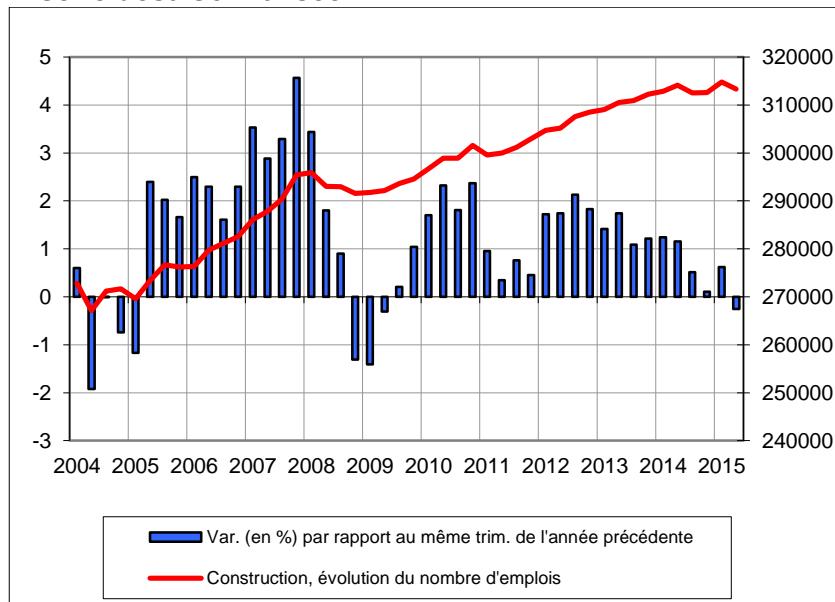
Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1^{er} trim. 2004 au 2^e trim. 2015, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)



Source : SSE/SBV.

Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis fin 2008 (Tableau 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période sous analyse semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! En données désaisonnalisées, on passe ainsi pour la première fois la barre des 300'000 emplois au 4^{ème} trimestre 2010 et celle des 310'000 emplois au deuxième trimestre 2013 ! Après avoir montré des signes de stagnation dans la deuxième moitié de 2014, un nouveau sommet absolu est atteint au premier trimestre 2015. Au deuxième trimestre 2015, l'emploi repart néanmoins très légèrement à la baisse (-0,5%) par rapport au trimestre précédent pour atteindre un niveau presque équivalent à celui atteint une année auparavant (-0,25%). Au deuxième trimestre 2015, le secteur de la construction pris dans son ensemble occupe un peu plus de 313'300 personnes en équivalents plein temps.

Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée



Source : OFS.

Le secteur de la construction en Suisse pris dans son ensemble montre clairement des signes d'essoufflement. Dans le secteur principal de la construction, et comme nous l'avons vu, la plupart des indicateurs, que ce soit au niveau des commandes ou du chiffre d'affaires, sont clairement orientés à la baisse depuis un certain temps déjà et ce, même si le niveau atteint en comparaison historique demeure relativement élevé. L'emploi, certes à un très haut niveau, semble aussi plafonner. Observons néanmoins que l'indice lié au chiffre d'affaires et celui lié aux commandes en portefeuille dans le secteur principal de la construction sont à nouveau orientés à la hausse au deuxième trimestre 2015. Si l'indice de la construction réalisé conjointement par la SSE et le Crédit Suisse est orienté à la baisse depuis une année, la tendance pour les prochains mois est néanmoins très légèrement haussière. Les experts de la SSE et du Crédit Suisse estiment ainsi qu'un plancher se forme, mais lentement. Observons qu'au niveau de la construction de logements, l'environnement est toujours très favorable avec des taux d'intérêt très bas et une population toujours en croissance. Si l'on ajoute que les besoins en habitations de la population résidante existent toujours, en particulier dans les grandes agglomérations – et peut-être moins dans les régions touristiques où l'effet de l'initiative sur les résidences secondaires devrait se faire sentir –, le potentiel à construire en Suisse reste présent. En bref, en 2015, le secteur de la construction évoluera clairement en dessous des niveaux record atteints en 2014. Au final, les résultats resteront néanmoins satisfaisants.